

COMITÉ D'ORGANISATION :

123 GO Social: Frédérique Gueth, Lene Pedersen,
Gontran Poirot

The Impactory: Per-Fredrik Hagermark

IRISS, Université de Luxembourg: Claude Haas
et Thomas Marthaler

CRP Henri Tudor: Bertrand Meunier

MERCI
À TOUS NOS
PARTENAIRES:

NOS PARTENAIRES FINANCIERS :



NOS PARTENAIRES MÉTHODOLOGIQUES :



NOS PARTENAIRES MÉDIAS :



GOVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie, du Commerce
et de l'Énergie - Grand-Duché de Luxembourg



Invitation : Journée de Co-création

L'Économie sociale et solidaire: Vers de nouvelles pratiques de création d'emplois ?

MARDI, 25 MARS 2014, 9h00 - 19h00

CRP Henri Tudor, Kirchberg - Luxembourg

29, avenue J.F. Kennedy

Contact: 123gosocial@cc.lu

Évènement soutenu par :
l'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire

ULESS

Union luxembourgeoise de
l'économie sociale et solidaire



Programme de la matinée*

- 08h30 : Accueil
- 09h00 : Début de l'évènement
Mot de bienvenue par **Marc Lemmer**, CRP Tudor
Allocution de **Monsieur N. Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire
Allocution de **Ute Karl**, IRISS, Université du Luxembourg
Présentation de la journée par **Frédérique Gueth**, 1,2,3 GO Social
- 09h30 : Introduction thématique:
« A propos du rapport entre économie sociale et solidaire et insertion professionnelle », **Claude Haas** et **Thomas Marthaler**, IRISS, Université du Luxembourg
- 10h00 : **« Les transformations de l'insertion par l'activité économique en France »**
Danièle Demoustier, Université de Grenoble, France
- 11h00 : Pause
- 11h15 : **« Les entreprises sociales et solidaires d'insertion en Allemagne : Vers une pure logique de service »**
Ingo Bode, Université de Kassel, Allemagne
- 12h15 : Déjeuner

*Cet évènement se tiendra en français

Programme de l'après-midi*

- 13h45 : Conclusions de la matinée et introduction de l'après-midi par **Bertrand Meunier**, CRP Tudor
- 14h00 : **Table ronde « L'économie sociale et solidaire entre préparation à l'emploi sur le premier marché du travail, création d'emplois propres et invention de nouvelles formes de travail. »**, animée par **Claude Haas** et **Thomas Marthaler**, IRISS, Université du Luxembourg :
Noémie de Grenier, Coopaname
Gilles Rod, CNDS
Louise Swistek, Comptoir de l'Innovation
Gary Diderich, 4 Motion
Nathanaël Molle, Singa
Sandrine Knaff, Indépendante
- 15h45 : Pause
- 16h00 : **Speed-meetings** autour des intervenants de la table ronde, (Format: 4 x 15 minutes)
- 17h00 : Résumés des speed-meetings et conclusion de la journée par **Per-Frederik Hagermark** (The Impactory)
- 17h15 : Cocktail -Networking

Conférenciers

Claude Haas



Claude Haas est Senior Lecturer auprès du „Institute for Research & Innovation in Social Work, Social Pedagogy, Social Welfare“ (IRISS, Université du Luxembourg). Il a été l'un des initiateurs du Bachelor en Sciences Sociales et Educatives (formation des travailleurs/pédagogues sociaux), dont il a assuré la direction entre 2005 et 2013. Il est l'auteur de plusieurs articles portant sur la question de l'insertion professionnelle et de l'ouvrage „L'insertion professionnelle des jeunes et des personnes âgées de 45 ans et plus: Discours, pratiques et enjeux“. Depuis quelques années, il s'intéresse de plus près à l'économie sociale et solidaire dans ses liens avec les politiques de l'emploi et de l'insertion professionnelle.

Thomas Marthaler



Thomas Marthaler est Senior Lecturer auprès du „Institute for Research & Innovation in Social Work, Social Pedagogy, Social Welfare“ (IRISS, Université du Luxembourg), dont il assure la co-direction. Il a obtenu un PhD en politiques sociales à l'Université de Kassel. Il est spécialiste en histoire, organisation et méthodes de l'aide à l'enfance et à la famille. Une approche intégrative de la situation des jeunes et de leurs familles attire l'attention sur la dimension économique et collective des pratiques d'intervention et, par conséquent, renvoie à l'économie solidaire et l'insertion au travail. Dans ce contexte se situe le travail sur un projet de recherche sur la dimension solidarité de l'ESS (en coopération avec Claude Haas et David Hiez).

Danièle Demoustier



Danièle Demoustier est socio-économiste, chercheuse à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Elle est responsable de l'Équipe de Socio-Economie Associative et Coopérative (ESEAC). Elle est membre qualifiée du Conseil Supérieur de l'Économie Sociale et Solidaire. Ses travaux portent sur l'activité économique des associations et des coopératives, sur l'emploi et l'insertion dans l'ESS, sur les dynamiques territoriales de l'ESS et sur la question macro-économique de la régulation coopérative.

Ingo Bode



Ingo Bode est vice-doyen de la Faculté des Sciences Humaines et titulaire de la chaire Politiques sociales, organisation et société au Département Politiques sociales, droit et sociologie à l'Université de Kassel (Allemagne). Docteur en sociologie et titulaire d'une habilitation, il a enseigné au Canada, au Royaume-Uni, au Mexique et en France. Ses travaux englobent trois axes notamment: la transformation de l'État-providence, l'évolution des organisations du sanitaire et social, et le développement de la société civile. Publications récentes (en français): (avec Brice Champetier) A la croisée des chemins? Analyser l'évolution des systèmes de care aux aînés par une méthode ouverte de comparaison, Sociologie (3), 2012, pp. 283-298; Comparaisons internationales, dans: Balzani, Bernard (dir.) Les services à la personne [Collection études de la documentation française], La Documentation Française 2010, pp. 107-121; La nouvelle donne du marché-providence. Une comparaison internationale des systèmes d'aide à domicile et de leur régulation, in: Retraite et Société (51), 2007, pp. 207-233

Résumés des conférences

Claude Haas et Thomas Marthaler

A propos du rapport entre économie sociale et solidaire et insertion professionnelle.

Dans la plupart des pays européens, que ce soit au Luxembourg ou ailleurs, les champs de l'économie sociale et solidaire et de l'insertion professionnelle entretiennent des liens historiques étroits. Certains auteurs comme le sociologue belge Mejed Hamzaoui n'hésitent même pas à parler d'une „économie solidaire d'insertion“. Au Luxembourg, cette proximité se reflète à un niveau de gouvernance dans l'existence d'un Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie Sociale et Solidaire. Comment interpréter cette proximité voire interdépendance de l'économie sociale et solidaire à l'insertion professionnelle dans le contexte d'un environnement socio-économique de plus en plus complexe et incertain? Dans quelle mesure peut-elle constituer un frein ou au contraire un moteur aux activités de création d'emplois durables et de nouvelles formes de travail par l'économie sociale et solidaire? Des premiers éléments de réponse à ces questions - de même qu'à d'autres - seront donnés à partir des recherches sur les modes de pensée et d'action propres à l'insertion professionnelle. D'une manière générale, cette conférence introductive vise toutefois moins à apporter des réponses définitives que poser un cadre de réflexion général pour la journée.

Danièle Demoustier

Les transformations de l'insertion par l'activité économique en France

En France, la question de l'insertion par l'activité économique (hors marché du travail traditionnel) a été posée dès les années 1970 pour les personnes handicapées; elle a été à l'origine de structures dites « protégées »; cette question s'est élargie aux chômeurs de longue durée dans les années 80 avec la multiplication et la diversification des structures (EI, AI, ACI, ETTI, RQ, GEIQ) qui ont été reconnues et intégrées dans des dispositifs publics relativement ciblés. L'IAE était alors considérée comme une modalité transitoire, d'attente, puis intermédiaire vers une intégration (progressive) au marché du travail dit « normal ».

À la fin des années 1990, cette approche s'est heurtée au manque d'emplois d'une part, à l'alimentation d'un marché « secondaire » précaire du travail d'autre part. L'intérêt public s'est alors déplacé vers la création d'activités collectives (activités d'utilité sociale, emplois aidés) ou individuelles (promotion de l'auto-entrepreneuriat). Parallèlement une segmentation de l'IAE (entre intégration professionnelle concurrentielle, et intégration sociale non marchande) a fragilisé le secteur.

On assiste aujourd'hui à une réflexion sur cette dynamique de l'insertion qui touche un nombre croissant de personnes (ni handicapées, ni « exclues » mais plus ou moins qualifiées) et nécessite donc une approche nouvelle: mixité des emplois dans une même structure, mobilisation des entreprises du champ concurrentiel, création de nouvelles coopératives pour solidariser les « porteurs de projets » individuels (exemple des coopératives d'activité et d'emploi).

Ingo Bode

Les entreprises sociales/solidaires d'insertion en Allemagne: Vers une pure logique de service?

En Allemagne, les organismes à but non lucratif de l'insertion sociale et professionnelle - bref: les entreprises solidaires - ont une histoire agitée, sans jamais avoir été reconnues comme institution particulier. L'exception majeure était les ateliers de travail pour les personnes portant le statut de personne handicapé(e). Les autres, initialement, ont réunis plusieurs fonctions sociales dont la réalisation de projets communautaires et parfois la production des biens et services non disponibles dans l'économie ordinaire. Dès le début, la plupart d'entre elles dépendaient des subventions publiques, mais jusqu'à la fin de années 1990, ils avaient une certaine marge de manœuvre concernant leurs projets et activités. Plus récemment, elles se sont transformées en des entreprises rendant service à l'administration publique de travail, avec de moins en moins de libertés d'action individuelle. En même temps, les ateliers de travail pour les personnes handicapées se voyaient de plus en plus exposés aux lois du marché commercial. Le résultat est la diffusion générale d'une logique de service qui entrave une orientation plus holistique et intégrative du secteur.

Participants à la table ronde

Gary Diderich (Luxembourg)



Expérimenté dans l'engagement social et politique aux niveaux local et international depuis 1998, Gary Diderich a contribué à monter de nombreux projets associatifs et campagnes, dont l'asbl 4motion, acteur pédagogique qui oeuvre en faveur de la participation et l'inclusion sociale depuis 2002. En tant qu'administrateur-délégué de l'asbl il est lauréat du parcours 123 go social de 2013 avec le projet « empowerment4employment ». En charge de la présidence de l'European Peer Training Organisation (EPTO) il s'implique aussi au niveau européen dans l'éducation non-formelle. Il est diplômé d'un Bachelor en cultures européennes (philosophie) à l'Université du Luxembourg.

Noémie de Grenier (France)



Noémie de Grenier est associée de Coopaname. Après un master Recherche portant sur les entreprises récupérées argentines, elle intègre l'équipe permanente de Coopaname, au sein de laquelle elle sévira pendant 5 ans comme coordinatrice de l'antenne de Seine-Saint-Denis puis chargée de mission à la Jeunesse et à l'éducation à l'économie. En 2013, elle quitte l'équipe permanente pour se consacrer à d'autres engagements, mais demeure active au sein de la commission Recherche, et contribue également aux travaux de la Manufacture coopérative.

Sandrine Knaff (France)



L'expérience multiple en développement de la Personne (conseil, formation - développement Capital Humain) et de l'activité (Business Development), récemment couronnée d'un MBA Développement Durable et Responsabilité Sociale des Organisations (EM Strasbourg) a conduit Sandrine KNAFF à l'ambition d'accompagner les entreprises dans leur développement par l'accès à une stratégie de management et de leadership durables. Dans ce contexte, la création d'emploi est stimulée par le Conseil en Recrutement Durable, service offert aux PME, leur permettant d'optimiser leur Capital Humain tout en devenant actrices de l'Innovation Sociale par l'Inclusion Professionnelle des demandeurs d'emploi induite. Une autre voie d'aborder l'économie de manière sociale et solidaire.

Participants à la table ronde

Nathanaël Molle (France)



Serial entrepreneur dans le milieu associatif, diplômé d'un Master en Droit International et Européen avec une spécialisation sur la question des droits de l'Homme, Nathanaël a eu la chance de vivre à l'étranger une grande partie de sa vie. Sa rencontre avec des personnes réfugiées, forcées de fuir leurs pays/régions pour échapper à des guerres civiles ou des persécutions en Thaïlande, au Sri Lanka, au Maroc et en France, et l'intime conviction qu'une réelle innovation sur la question de l'accueil et de l'intégration de ces personnes dans les pays hôtes était nécessaire, l'ont poussé à co-fonder en 2012 l'association SINGA.

Gilles Rod (Luxembourg)



Gilles Rod a fait des études de psychologie sociale et du travail à Strasbourg pour ensuite intégrer successivement l'ADEM (Administration pour le Développement de l'Emploi) et un atelier protégé pour personnes psychotiques (ATP asbl). Depuis 7 années Gilles Rod est le directeur du CNDS, association luxembourgeoise d'une centaine de salariés qui gère des structures de travail, des foyers d'hébergement ainsi que la seule salle de consommation pour toxicomanes au Luxembourg. S'intéressant depuis des années de près à la mise en place du concept de l'Economie Sociale et Solidaire, il représente actuellement l'EGCA au sein de l'ULESS. Il est également le président de Sozial Affair, association qui cherche à promouvoir la vente de produits et de services générés par 11 coopératives, ateliers protégés et thérapeutiques.

Louise Swistek (France)



Après une formation en sciences politiques et en économie et après avoir obtenu un diplôme de Master en Finance et Stratégie de Sciences Po Paris (Institut d'Études Politiques de Paris), Louise Swistek a travaillé comme chargée d'investissement chez Investisseur et Partenaire, un fonds de private equity spécialisée dans les PME et les institutions de microfinance en Afrique. En 2011, elle rejoint le Groupe SOS, un des leaders de l'entrepreneuriat social en France (12 000 employés, le chiffre d'affaires de 600M€) spécialisée dans la lutte contre l'exclusion et la pauvreté. Louise est maintenant Responsable Investissement au Comptoir de l'Innovation, une entreprise du Groupe SOS qui investit, accompagne et promeut le développement d'entreprises sociales à travers le monde. Elle est également spécialisée dans la mesure de l'impact social et est en charge du programme CDI Ratings, un outil d'évaluation financière et extrafinancière dédié aux entreprises sociales.